

LUCIEN ZOUARY ET ASSOCIES

Commissaire aux Comptes
154 boulevard Haussmann
75008 Paris

R B A S.A.

Commissaire aux Comptes
5 rue de Prony
75017 Paris

FONDS SOCIAL JUIF UNIFIE

Association régie par la loi de 1901
Siège social : Espace Rachi - 39 rue Broca - 75005 Paris

Rapport des commissaires aux comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil National de l'association Fonds Social Juif Unifié (F.S.J.U.),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil National, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fonds Social Juif Unifié - (F.S.J.U) - relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « *Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés* » et « *Fonds reportés liés aux legs ou donations* » de l'annexe décrivent respectivement les modalités d'inscription à l'actif des biens reçus destinés à être cédés et l'inscription en fonds reportés des legs et donations reçus. Nos travaux ont principalement consisté à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables visées dans l'annexe et à nous assurer de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité Directeur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

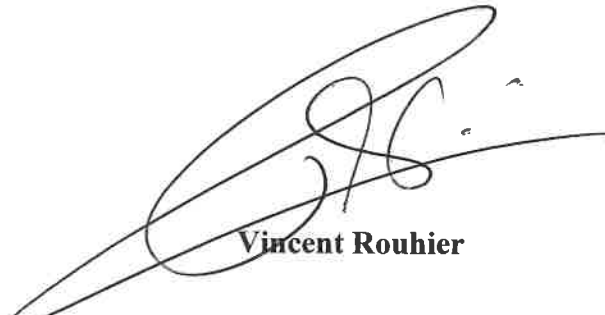
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application pour la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 12 juin 2025

Les Commissaires aux Comptes

LUCIEN ZOUARY ET ASSOCIES



Vincent Rouhier

R B A S.A.



Soly Benzaquen

BILAN

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	819 823	471 568	348 255	436 384
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	241 929		241 929	241 929
Constructions	550 141	166 254	383 886	391 519
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	558 562		558 562	569 179
Autres	1 990 888	717 963	1 272 926	957 557
Avances et acomptes	72 982		72 982	75 138
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 963 454		1 963 454	1 473 424
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	3 490 583		3 490 583	3 490 583
Autres titres immobilisés	15 000		15 000	
Prêts	419 389	27 500	391 889	376 024
Autres	39 444		39 444	49 864
TOTAL I	10 162 194	1 383 285	8 778 909	8 061 601
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	114 751	24 312	90 439	39 990
Créances reçues par legs ou donations	197 653		197 653	894 420
Autres	4 966 536	601 156	4 365 381	5 404 422
Valeurs mobilières de placement	3 021 616		3 021 616	3 117 433
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 309 031		5 309 031	8 307 743
Charges constatées d'avance	205 850		205 850	136 649
TOTAL II	13 815 436	625 467	13 189 969	17 900 657
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	23 977 631	2 008 753	21 968 878	25 962 258

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	5 207 522	5 207 522
Fonds propres complémentaires	250 000	250 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		349 219
Autres	349 219	
Report à nouveau	3 161 473	2 588 349
Excédent ou déficit de l'exercice	(455 806)	573 124
Situation nette (sous total)	8 512 408	8 968 214
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 120 679	1 116 820
Provisions réglementées		
TOTAL I	9 633 087	10 085 034
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 105 196	1 846 858
Fonds dédiés	1 722 359	3 814 836
TOTAL II	3 827 555	5 661 694
PROVISIONS		
Provisions pour risques	193 919	243 919
Provisions pour charges	1 189 380	1 129 380
TOTAL III	1 383 299	1 373 299
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 081 695	1 751 925
Emprunts et dettes financières diverses	124 824	158 803
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	246 955	186 932
Dettes des legs ou donations	55 911	519 886
Dettes fiscales et sociales	989 995	909 711
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	69 475	130 197
Autres dettes	3 636 303	4 207 838
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	919 779	976 938
TOTAL IV	7 124 937	8 842 230
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	21 968 878	25 962 258

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	25 080	31 800
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	87 604	95 830
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	899 667	777 315
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 231 557	891 140
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	6 885 476	10 199 559
Mécénats	1 519 217	1 138 498
Legs, donations et assurances-vie	1 772 109	2 110 660
Contributions financières	13 389 683	8 410 656
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	145 404	529 266
Utilisations des fonds dédiés	2 371 877	420 362
Autres produits	101 338	19 692
TOTAL I	28 429 012	24 624 778
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	5 531 808	5 521 107
Aides financières	13 875 387	8 452 518
Impôts, taxes et versements assimilés	642 592	616 240
Salaires et traitements	5 610 055	5 531 127
Charges sociales	2 352 360	2 276 345
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	457 676	326 999
Dotations aux provisions	60 000	855 000
Reports en fonds dédiés	279 400	2 555 746
Autres charges	182 051	152 554
TOTAL II	28 991 330	26 287 635
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(562 318)	(1 662 857)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	93 792	68 177
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		855
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 848	162
TOTAL III	98 640	69 193
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	10 573	24 040
Différences négatives de change	364	519
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	10 937	24 559
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	87 703	44 634

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(474 615)	(1 618 224)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	118	8 250
Sur opérations en capital	100 874	2 737 539
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	100 991	2 745 788
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	37 182	32 754
Sur opérations en capital		534 910
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	37 182	567 664
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	63 809	2 178 124
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	45 000	(13 224)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	28 628 643	27 439 759
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	29 084 449	26 866 635
EXCEDENT OU DEFICIT	(455 806)	573 124
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	214 141	48 340
Bénévolat		26 115
TOTAL	214 141	74 455
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	(158 394)	
Personnel bénévole	(55 747)	(74 455)
TOTAL	(214 141)	(74 455)

ANNEXE

Annexe aux comptes annuels Arrêtés au 31 décembre 2024

1- Présentation

1.1 Présentation de l'entité

Le Fonds Social Juif Unifié (F.S.J.U.), association loi 1901 déclarée à la Préfecture le 21/02/1950 (publication au Journal officiel du 12 mars 1950), reconnue d'utilité publique par décret du 9 janvier 1985 publié au Journal officiel du 15 janvier 1985, a pour but d'agir dans les domaines du social, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et de la vie associative. Il a également pour vocation le développement et le maintien de l'identité et de la vie juive en France. De ce fait, il est l'institution centrale de la communauté juive de France. Sa durée est illimitée.

En vue de l'accomplissement de ses missions, l'association :

- Définit le cadre dans lequel s'inscriront les projets répondant à son objet ;
- Réunit les ressources nécessaires à ses actions et décide de leur affectation ;
- Suscite la création de programmes et d'institutions correspondant à des besoins nouveaux ;
- Assure un suivi sur les projets subventionnés.

Les règles d'organisation et de fonctionnement prévues par les présents statuts sont précisées par le Règlement intérieur. Les obligations éthiques et les valeurs du F.S.J.U. sont définies dans la Charte éthique.

1.2 Identité, organisation

Le FSJU a été créé en 1950.

Il a été reconnu d'utilité publique par le décret publié au Journal Officiel le 9 janvier 1985. Son siège social est situé au 39 rue Broca 75005 Paris.

Par ailleurs, le FSJU est représenté dans les villes de France suivantes :

- Lyon ;
- Marseille ;
- Nice ;
- Strasbourg ;
- Toulouse.

Dans le cadre de ses missions, le FSJU collecte des fonds auprès de donateurs privés et de fondations. Il sollicite aussi l'obtention de ressources provenant d'organismes privés et de l'état, pour financer ses actions.

Le FSJU, à travers l'action de ses salariés, de ses bénévoles et d'élus fédère un écosystème d'associations pour mener et développer des actions.

Le Comité Directeur du FSJU, dans le cadre de son fonctionnement d'organe central de gouvernance, précise la ligne directrice du projet associatif et ses axes principaux.

Il touche principalement les domaines suivants :

- Action sociale, afin de venir au secours des plus vulnérables ;
- Action éducation/jeunesse pour accompagner les jeunes, les éducateurs et former à la pédagogie les enseignants ;
- Action culturelle, promouvoir une culture plurielle et républicaine dans la cité à travers des médias, des lieux, des conférences et des écrits.

Dans le cadre de sa mission le FSJU, possède un média radio et des supports de presse qui sont cantonnés dans un secteur lucratif créé au sein de l'association.

1.3 Faits caractéristiques de l'exercice

1.3.1 Campagne spéciale d'aide à la population israélienne

À la suite des attentats survenus le 7 octobre 2023 en Israël, un comité directeur exceptionnel s'était réuni le 29/10/2023 pour valider une campagne exceptionnelle d'urgence pour venir en aide aux habitants victimes de ces attentats.

La collecte au titre de cette campagne a été de 5 166 K€ en 2024. Depuis le 7 octobre 2023, le montant total encaissé s'est élevé à 9 785 K€.

Le montant total des sommes redistribuées s'est élevé à 10 592 K€ depuis le 7 octobre 2023, en ce compris un montant de 8 040 K€ au titre de 2024.

Les montants redistribués comprennent, en accord avec le comité Directeur du FSJU du 25 Novembre 2024, un apport sur ses fonds propres à hauteur d'1 million d'euros. Cet apport comprend un legs reçu de l'ACIT d'un montant de 400 K€ provenant d'une testataire décédée, habitante de Toulouse.

1.3.2 Ventes d'actifs immobiliers

Néant.

1.3.3 Legs reçus

Le principal legs reçu en 2024 est constitué onze appartements occupés, d'une valeur estimée au jour du décès à 1 570 K€.

1.4 Evènements postérieur à la clôture

Dans le cadre d'une procédure significative opposant le FSJU à un salarié, un jugement de la cour d'Appel d'Aix En Provence a été rendu le 15 mai 2025. Cette décision a été favorable à l'association, puisque cette dernière a été condamnée à verser au salarié un rappel de salaires d'environ 3 K€.

Le salarié pouvant se pourvoir en cassation, la provision comptabilisée au titre de ce litige a été maintenue dans les comptes à la clôture de l'exercice.

2- Règles et méthodes comptables

2.1 Référentiel comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, selon les règles ANC n°2014-03, ANC n°2018-06 et les autres règlements ANC 2019-04 et CRC n°2009-10, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Coûts historiques ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2 Conventions générales

Les comptes annuels présentés par le FSJU sont établis en euros et couvrent la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

2.3 Comptes de bilan

A l'actif

Actif immobilisé

- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, composées essentiellement de logiciels informatiques et de marques, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pratiqués sur ces logiciels sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, comprise entre 1 et 3 ans.

- ***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les dépréciations des immobilisations corporelles ont été constatées sous forme d'amortissements, calculés suivant le mode linéaire.

Les durées d'amortissement utilisées par nature d'immobilisation sont indiquées ci-après :

Nature des immobilisations	Durée
Constructions	de 10 à 50 ans
Installations et agencements	de 5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	5 ans

- ***Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés***

Les biens reçus dans le cadre de legs et donations de biens immobiliers destinés à être cédés sont comptabilisés dans un poste de l'actif immobilisé, dans un compte de la classe 24 et ce conformément aux règles et principes comptables préconisés par le règlement ANC n° 2018-06.

La part des legs et donations non encore encaissée ou transférée, existant à la fin de l'exercice, est matérialisée par la constatation de fonds dédiés qui trouvent leur contrepartie en charge, dans le poste « Reports en fonds dédiés » au compte de résultat.

Les encaissements futurs sont repris en produits dans le poste « Utilisations des fonds reportés ».

- ***Immobilisations financières***

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et comprennent les éléments suivants :

• Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

• Provisions pour dépréciation des titres de participation

Des provisions pour dépréciation des titres de participation ou pour risques sont comptabilisées quand la valeur vénale de ces titres devient inférieure à la valeur des titres figurant à l'actif.

La valeur vénale s'apprécie en prenant en compte la situation nette de la filiale à la clôture de l'exercice incluant les éventuelles plus-values ou moins-value latentes existantes sur les actifs immobiliers.

• Autres immobilisations financières

Ce poste comprend principalement des prêts accordés et des dépôts versés, comptabilisés à leur valeur d'origine.

Certains prêts accordés sont dépréciés pour faire face à un risque d'irrecouvrabilité.

Actif circulant**- Clients et comptes rattachés**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des difficultés de recouvrement sont constatées sur une créance, à la clôture de l'exercice.

- Créances reçues par legs ou donations

Ce poste comprend les legs reçus représentés par des valeurs mobilières et des actifs bancaires ou financiers et ce jusqu'à la date d'encaissement des fonds attachés à ces actifs, date à laquelle ces créances seront soldées.

- Valeurs mobilières de placements

Les valeurs mobilières de placements sont valorisées à leur coût d'acquisition, une dépréciation est appliquée, si une moins-value latente est constatée à la clôture de l'exercice.

Au passif**- Fonds propres**

Les fonds propres de l'entité correspondent aux apports affectations et excédents acquis par l'entité. Ils regroupent les ressources mises à disposition de l'entité de façon définitive ou conditionnelle et certaines ressources ayant un caractère durable.

- Les ressources mises à disposition de l'entité sont :

- Les fonds propres sans droit de reprise ;
- Les écarts de réévaluation ;
- Le report à nouveau ;
- L'excédent ou le déficit de l'exercice.

- Les ressources à caractère durable sont des ressources permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie à savoir : Les subventions d'investissements.

- Fonds reportés liés aux legs ou donations

Ce poste comprend des montants de legs et donations non encore encaissés existant à la fin de l'exercice. Ils trouvent leur contrepartie au compte de résultat dans un poste de charge « Reports en fonds reportés » au compte.

L'encaissement sur l'exercice est repris en résultat par la comptabilisation de produits repris dans le poste « Utilisations des fonds reportés ».

- Fonds dédiés

Les Fonds dédiés comprennent la partie des ressources affectées reçues par des financeurs à des projets nettement définis, qui à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

L'augmentation de ce poste se fait par la constatation d'une charge comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Reports en fonds dédiés ». Les diminutions trouvent leur contrepartie en produit du compte de résultat dans le poste « Utilisations des fonds dédiés ».

- Subventions d'investissement

Ce poste comprend des montants alloués au FSJU, afin de financer une partie des investissements immobilisés.

Ces subventions sont reprises en produits chaque année pour une quote-part, au même rythme que la durée de l'amortissement pratiqué sur les investissements subventionnés.

- Provisions pour risques et charges

Ce poste comprend des provisions constituées destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables.

Elles sont précises quant à leur objet ; en revanche leur échéance, leur réalisation ou leur montant sont incertains.

Il comprend également des provisions en lien avec l'estimation des engagements pris par l'association dans le cadre de l'acceptation de legs et donations.

2.4 Compte de résultat

- *Produits d'exploitation*

Les produits d'exploitation comprennent principalement :

- 1- Des dons collectés ;
- 2- Des cotisations encaissées ;
- 3- Des contributions financières reçues ;
- 4- Des concours publics et des subventions reçues.

L'information chiffrée y relative est indiquée à la note 4-1.

Le FSJU reçoit également des produits issus de legs reçus et d'assurances vie.

L'information chiffrée est indiquée à la note 4-1.

Une partie des actions est réalisée avec la contribution de bénévoles.

L'information chiffrée est indiquée à la note 5-8.

- *Contributions financières*

Les contributions financières reçues sont constatées en produits d'exploitation à la date de la notification de la décision d'attribution.

- *Charges d'exploitation*

Ces charges sont constituées à la fois des dépenses liées aux missions d'organisation d'événements en lien avec la collecte de dons, aux frais de fonctionnement, ainsi que des frais de collecte nécessités par l'appel à la générosité publique.

Les pertes et risques probables de pertes sont matérialisés par la comptabilisation de provisions suivant le principe de l'engagement.

- *Aides financières octroyées*

Les enveloppes d'aides financières octroyées sont constatées en charges d'exploitation à la date de la décision d'allocation budgétaire accordée par l'organe décisionnaire.

- *Engagements de l'Association*

Le FSJU peut être lié à d'autres engagements reçus ou à recevoir avec d'autres structures, personnes physiques ou morales.

Le FSJU n'a donné aucune caution, aval ou garantie.

Les biens reçus par legs, donations ou assurances-vie sont inscrits en engagements reçus, pour la valeur estimée, entre la date à laquelle le FSJU a été informé et la date de comptabilisation à l'actif des biens concernés.

3- Notes relatives au bilan

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les mouvements de l'exercice relatifs aux immobilisations, amortissements et provisions sont repris dans les tableaux ci - après :

Etat des mouvements des immobilisations

EN K€	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et développement				
Autres immobilisations	726	94	0	820
Immobilisations en cours				
TOTAL (1)	726	94	0	820
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	242			242
Construction sur sol propre	550			550
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques	0		0	
Agencements et Installations	961	246		1 207
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier & œuvres d'art	524	260		784
Immobilisations en cours (a)	569	188	198	559
Avances & acomptes versés	75	63	66	72
Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	1 479	1 625	1 141	1 963
TOTAL (2)	4 400	2 382	1 405	5 377
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations	3 491			3 491
Prêts	404	25	10	419
Autres	50	18	13	55
TOTAL (3)	3 945	43	23	3 965
TOTAL GENERAL (1) + (2) + (3)	9 071	2 519	1 428	10 162

a- Le poste immobilisations en cours concerne un projet de sécurisation des bâtiments appelé « Totem » en cours de réalisation.

Etat des mouvements des amortissements

EN K€	31/12/2023	AUMENTATIONS (DOTATIONS)	DIMINUTIONS (SORTIES DE L'ACTIF)	31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	290	182		472
TOTAL (1)	290	182	0	472
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Construction sur sol propre	159	7		166
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques				
Agencements et installations	385	101		486
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique & mobilier	143	87		230
Petit matériel technique	0	2		2
Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	6		6	0
TOTAL (2)	693	197	6	884
TOTAL GENERAL (1) + (2)	983	379	6	1 356
Dont dotations/reprises sur amortissements		373		
Dont dotations/reprises sur provisions		6		
Total		379		

3.2 Immobilisations financières

Valeurs nettes en K€	31/12/2023	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	31/12/2024
Participations	3 490			3 490
Prêt effort construction	376	26	10	392
Autres Prêts	28			28
Dépôts versés & autres	50	18	13	55
TOTAL	3 944	44	23	3 965

Ce poste se décompose comme suit à la clôture de l'exercice :

- (1) Le détail des titres de participation est repris en détail dans le tableau ci-après
- (2) Une provision de 28 K€ a été comptabilisée sur les prêts compte tenu d'un risque de non-recouvrement existant à la clôture de l'exercice.

Détail des titres de participation par entité

Valeurs brutes exprimé en K€	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
SCI RACHI	2 953	2 953
SCI LA FAYETTE	521	521
SCI GPC	14	14
SCI MOADOM	1	1
SCI 26	1	1
SCI GRENOBLE	NS	NS
TOTAL	3 490	3 490

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à la clôture de l'exercice.

Détail des filiales

Nom des FILIALES	% de détention	Exprimé en K€				Date de clôture
		Valeur d'achat	V.N.C.	C.A. HT	Résultat	
SCI Rachi	47,00%	2 953	2 953	673	<461>	31/12/2024
SCI La Fayette	40,00%	521	521	NC	NC	
SCI GPC	90,00%	15	15	191	44	31/12/2024
SCI 26	50,00%	NS	NS	NC	NC	
SCI Maison Moadon	90,00%	1	1	NC	NC	
SCI Grenoble	30,00%	NS	NS	46	13	31/12/2024

NC : Informations chiffrées de 2024 non communiquées

Actif circulant

L'état des échéances des créances et des dettes est fourni par le tableau ci-après :

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

ETATS DES CREANCES EN K€	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS 1 AN
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	420	13	407
Autres immobilisations financières	39		39
TOTAL -ACTIF IMMOBILISE (1)	459	13	446
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	24		24
Autres créances clients	91	91	
Créances reçues sur legs ou donations	198	132	66
Personnel & comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat - Impôts sur les bénéfices			
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	4	4	
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Groupes & associés	3 633	200	3 433
Financeurs institutionnels	877	649	228
Débiteurs divers	221	221	
Charges constatées d'avance	206	206	
Produits à recevoir	231	231	
TOTAL -ACTIF CIRCULANT (2)	5 485	1 734	3 751
TOTAL GENERAL (1) + (2)	5 944	1 747	4 197

ETAT DES DETTES EN K€	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	PLUS 1 AN ET MOINS DE 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts & dettes établissements de crédit :				
à 1 an max à l'origine				
à plus 1 an à l'origine	1 082	657	425	
Emprunts et dettes financières divers	125	125		
Fournisseurs et comptes rattachés	247	245		
Dettes sur legs & donations	56	56	0	
Personnel et comptes rattachés	343	343		
Sécurité sociale et organismes sociaux	459	459		
Etat - impôts sur bénéfices	34	34		
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	6	6		
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés	148	148		
Groupes & associés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	69	69		
Autres dettes	3 636	2 413	1 223	
Produits constatés d'avance	920	58	174	688
TOTAL GENERAL	7 125	4 613	1 822	688

3.2.1 Créances clients et comptes rattachés

Le poste « Créances clients et comptes rattachés » s'élève en montant net à 90 K€ au 31 décembre 2024 contre 40 K€ au 31 décembre 2023.

Une dépréciation a été comptabilisée sur ce poste à la clôture de l'exercice pour un montant de 24 K€, pour faire à un risque de non-irrecouvrabilité.

3.2.2 Créances reçues par legs ou donations

Ce poste s'élève à 198 K€ au 31 décembre 2024 contre 894 K€ au 31 décembre 2023.

Il s'agit des montants à recevoir au titre des legs reçus non encore encaissés à la clôture de l'exercice.

3.2.3 Autres créances

Le poste « Autres créances » s'élève, en valeur nette à 4 365 K€ au 31 décembre 2024 contre 5 404 K€ au 31 décembre 2023. Ce poste est constitué pour l'essentiel d'une créance sur la SCI Rachi pour un montant de 3 100 K€.

Les provisions attachées à ces créances pour faire face à un risque d'irrecouvrabilité s'élèvent à 601 K€ au 31 décembre 2024 contre 573 K€ au 31 décembre 2023, soit une dotation aux provisions nette de reprises de 28 K€ comptabilisée sur l'exercice écoulé.

Les mouvements sur les provisions pour dépréciation sont détaillés sur tableau fourni à la note 3-5-1.

Ce poste se décompose comme suit :

Exprimé en K€	31/12/2024	31/12/2023
Groupes & associés	3 634	3 827
Produits à recevoir	231	1 309
Financeurs à recevoir	877	682
Créances sur immobilisations		
Créances à recevoir des notaires	87	18
Autres	137	141
TOTAL BRUT	4 966	5 977
Provisions pour dépréciations	-601	-573
TOTAL NET	4 365	5 404

3.2.4 Trésorerie nette

Le tableau ci-après indique la trésorerie nette existante à la clôture de l'exercice.

Exprimés en K€	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs mobilières de placement	3 021	3 117
Disponibilités	5 309	8 308
Découverts bancaires		
TOTAL	8 330	11 425

Les valeurs mobilières de placement affichent une plus-value latente à la clôture de l'exercice. En conséquence elles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation à la clôture de l'exercice.

3.2.5 Charges constatées d'avance

Ce poste s'élève à 206 K€ au 31 décembre 2024, contre 137 K€ au 31 décembre 2023.

Il comprend des charges externes d'exploitation comptabilisées sur cet exercice qui se rattachent à l'exercice suivant.

3.3 Fonds propres

Les fonds propres s'élèvent 9 633 K€ au 31 décembre 2024 contre 10 085 K€ au 31 décembre 2023.

Ce poste se décompose comme suit :

Exprimé en K€	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	5 208	5 208
Fonds propres complémentaires	250	250
Reserves pour projets		349
Réserves diverses	349	
Report à nouveau	3 161	2 588
Excédent ou déficit de l'exercice	-456	573
Subventions d'investissement	1 121	1 117
TOTAL	9 633	10 085

3.3.1 Tableau de variation des fonds propres

La variation des fonds propres est indiquée dans le tableau ci-après :

VARIATION FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice Montant	Affectation du résultat		Augmentations		Diminutions		A la clôture de l'exercice Montant
		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	
Fonds propres sans droit de reprise	5 208							5 208
Autres fonds propres sans droit de reprise	250							250
Autres fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation						0		0
Réserve pour projet de l'entité	349					349		0
Réserves				349				349
Report à nouveau	3 612	573	338					4 185
Report à nouveau ANC 2018-06	-1 024							-1 024
Excédent ou déficit de l'exercice	573	-573	-338			456	104	-456
Situation nette (sous total)	8 968	0	0	349	0	805	104	8 512
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement	1 117			105		101		1 121
Provisions réglementées								
Total fonds propres	10 085	0	0	454	0	906	104	9 633

3.3.2 Tableau des subventions d'investissement (mouvements de l'exercice)

Exprimé en K€	Montant
Subventions d'investissement au 31/12/2023	1 117
Subventions accordées au cours de l'exercice	105
Reprises cumulées des subventions d'investissement	-101
Subventions d'investissement au 31/12/2024	1 121

Les subventions d'investissement sont reprises en produits au même rythme que la durée des amortissements pratiqués aux montants de travaux de sécurité immobilisés pour la part financée par les pouvoirs publics.

3.3.3 Affectation du résultat de l'exercice précédent

Le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2023, d'un montant excédentaire de 573 K€, a été affecté en report à nouveau, en 2024 et ce en conformité avec la décision du Conseil National d'approbation des comptes annuels 2023.

3.4 Fonds dédiés et reportés

Le montant inscrit dans ce poste à la clôture de l'exercice ressort à 3 828 K€ contre 5 663 K€ à la clôture de l'exercice précédent.

Il comprend les fonds reportés sur legs et donations, ainsi que les fonds dédiés.

Le tableau ci-après détaille la variation des fonds reportés et dédiés par nature.

Exprimés en K€	31/12/2023	REPORTS	UTILISATIONS	31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs et donations {1}	1 847	1 491	1 232	2 106
fonds dédiés	3 816	279	2 373	1 722
TOTAL (A)	5 663	1 770	3 605	3 828

{1} les montants repris dans les colonnes reports et utilisations sont détaillés à la note 4.1.

Le tableau ci-après indique la ventilation des fonds dédiés par nature de mission

Fonds Dédies exprimés en K€	31/12/2023	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	31/12/2024
Fonds dédiés pour le social	1 023	279	276	1 026
Fonds dédiés pour la jeunesse	208	0	0	208
Fonds dédiés pour la culture	65	0	0	65
Fonds dédiés pour la protection des lieux	370	0	29	341
Fonds dédiés divers	82	0	0	82
Fonds dédiées campagne speciale	2 067	0	2 067	0
TOTAL (B)	3 815	279	2 372	1 722

3.5 Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables. Elles sont précises quant à leur objet ; en revanche, leur réalisation, leur échéance ou leur montant sont incertains.

Pour chaque catégorie de provision, une information est fournie sur :

- La valeur comptable à l'ouverture et à la clôture ;
- Les provisions constituées au cours de l'exercice ;
- Les montants utilisés au cours de l'exercice.

3.5.1 Provisions pour litiges

Ce poste comprend des litiges salariaux nés antérieurement, toujours en cours à la clôture de l'exercice.

Les demandes y relatives s'élèvent à 462 K€. Les provisions comptabilisées destinées à couvrir ces risques ont été estimées au mieux des approches pour un montant de 163 K€.

Le détail des mouvements de l'exercice relatif aux provisions est fourni ci-après.

ETAT DES PROVISIONS

Exprimé en K€	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges salariaux	213		50	163
Provisions sur legs et donations	31			31
Autres provisions risques et charges	1 129	60		1 189
TOTAL A	1 373	60	50	1 383
PROVISIONS ACTIF IMMOBILISE				
Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	6		6	0
Prêts	28			28
TOTAL B	34	0	6	28
PROVISIONS ACTIF CIRCULANT				
Provisions pour dépréciation des comptes clients	16	8		24
Provisions pour dépréciation des créances sur legs	1			1
Provisions pour dépréciation des comptes courants	326			326
Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	246	70	42	274
TOTAL	589	78	42	625
TOTAL A + B + C	1 996	138	98	2 036
Nature des dotations et reprises				
Exploitation		138	98	
Financier				
Exceptionnel				
TOTAL		138	98	

Les provisions pour dépréciation des comptes courants d'un montant total de 326 K€ à la clôture de l'exercice concernent la dépréciation en totalité des créances existantes depuis plusieurs exercices sur la SCI 26 et la SCI Grenoble.

Les provisions pour dépréciation des débiteurs divers d'un montant total de 274 K€ concernent la dépréciation en totalité de produits à recevoir d'organismes financeurs, défaillants.

3-6 Autres postes de passif

3.6.1 Emprunts bancaires

Le total des « Emprunts bancaires » s'élevait 1 082 K€ au 31 décembre 2024 contre 1 752 K€ au 31 décembre 2023

Il comprend exclusivement des PGE (Prêts Garantis par l'Etat), dont les remboursements ont débuté début juillet 2023.

Ces prêts ont été contractés afin d'assurer le maintien du soutien du FSJU aux acteurs du tissu associatif, dans un climat d'incertitude totale concernant les différentes collectes de dons, du fait des mesures de confinement, ayant eu pour effet l'annulation de tous les événements en présentiel, générateurs habituellement de collecte.

Les PGE ont été sollicités et obtenus en 2020 au moment de l'avènement de la crise du Covid 19. Ils ont été obtenus auprès de quatre banques à hauteur de 2 613 K€.

3.6.2 Dettes financières diverses

Ce poste s'élève à 125 K€ au 31 décembre 2024, contre 159 K€ au 31 décembre 2023.
Il correspond à des cautions versées au FSJU dans le cadre des travaux réalisés en matière de sécurisation des bâtiments.

3.6.3 Fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste s'élève à 247 K€ au 31 décembre 2024, contre 187 K€ au 31 décembre 2023.

3.6.4 Dettes des legs ou donations

Ce poste s'élève à 56 K€ au 31 décembre 2024, contre 520 K€ au 31 décembre 2023.
Il comprend les sommes à reverser sur des legs reçus conformément à la volonté des légataires.

3.6.5 Dettes fiscales et sociales

Ce poste s'élève à 990 K€ au 31 décembre 2024, contre 910 K€ au 31 décembre 2023.

3.6.6 Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Ce poste s'élève à 69 K€ au 31 décembre 2024, contre 130 K€ au 31 décembre 2023.

Il comprend des factures non parvenues relatives au projet de sécurisation des bâtiments de la communauté appelé « Totem ».

3.6.7 Autres dettes

Ce poste s'élève à 3 636 K€ au 31 décembre 2024, contre 4 208 K€ au 31 décembre 2023, soit une diminution de 571 K€.

Cette baisse provient de la réalisation accélérée des programmes menés par l'association.

Ce poste se décompose comme suit :

Exprimé en K€	31/12/2024	31/12/2023
Dettes sur programmes FSJU	857	1 767
Dettes envers des associations	1 773	1 546
Legs à reverser	366	366
Divers	640	529
TOTAL	3 636	4 208

3.6.8 Produits constatés d'avance

Ce poste s'élève à 919 K€ au 31 décembre 2024 contre 977 K€ au 31 décembre 2023, soit une diminution 33 K€.

Il s'agit principalement d'une subvention d'exploitation perçue antérieurement au titre du projet « Totem »

Elle est destinée à couvrir des frais de fonctionnement à venir attachés au bon fonctionnement de ce projet.

4. Notes relatives au compte de résultat

4.1 Produits d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 28 429 K€ en 2024 contre à 24 625 K€ en 2023.

Il se décompose comme suit :

Exprimés en K€	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations, ventes & prestations	1 013	905
Dont		
Media : 369 K€		
Cotisations : 25 K€		
Prestations : 619 K€		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 232	891
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels	6 414	5 581
- Campagne 100 % Israël	471	4 620
- Mécénat	1 519	1 138
- Legs, donations et assurances - vie	1 772	2 111
Ressources non liées à la générosité du public		
- Contributions financières	13 390	8 410
Reprises sur provisions et transferts de charges	145	529
Utilisations des fonds dédiés	2 372	420
Autres produits	101	20
Total	28 429	24 625

Le tableau ci-après indique le détail des subventions reçues

Exprimés en K€	31/12/2024	31/12/2023
Etat	291	291
Mairies	473	206
Départements	155	194
Régions	154	20
Autres	159	180
TOTAL	1 232	891

4.2 Résultat de l'activité des legs, donations et assurances - vie sur l'exercice 2024

Les legs et donations sont inscrits en produits du compte de résultat et en créance au bilan dès leur acceptation et après la levée des éventuelles conditions suspensives, ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, ainsi que les passifs qui y sont associés.

Les produits du compte de résultat distinguent les montants perçus au titre d'assurance vie, les prix de vente des biens reçus au titre des legs et donations et destinés à être cédés, les autres produits, ainsi que l'utilisation des fonds reportés.

Les charges distinguent les reports en fonds reportés, les éventuelles provisions pour dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations et la valeur nette comptable des biens destinés à être cédés, lors de la cession de ces biens.

Le résultat des legs n'est pris qu'à l'encaissement, les montants non encore encaissés sont transférés en fonds reportés au passif par un compte de charges figurant dans le poste « Reports en fonds dédiés ».

Les assurances vie ne sont comptabilisées en produits qu'à l'encaissements.

Le tableau ci-après détaille le résultat de cette activité par nature d'opération :

Produits exprimé en K€	2024	2023	VARIATION
Montants perçus au titres d'assurances - vie	202	1 043	-841
Montants de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	1 801	1 389	412
Prix de vente des biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	1 074	775	299
Reprises sur dépréciations d'actifs des biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	6	0	6
Utilisations des fonds reportés liés aux legs et donations	1 232	962	270
Total des produits liés aux legs, donations et assurances - vie	4 315	4 169	146
Charges exprimé en K€ K			
Valeur nette comptable des biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	1 053	759	294
Dotations aux dépréciations d'actifs des biens reçus par legs et donations destinés à être cédés		7	-7
Reports des fonds reportés liés aux legs et donations	1 490	1 204	286
Total des charges liées aux legs, donations et assurances - vie	2 543	1 970	573
Résultat activité legs, donations et assurances - vie	1 772	2 199	-427

4.3 Legs ou donations non acceptés à la clôture de l'exercice

Néant.

4.4 Ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources Exprimé en K€
ETATS UNIS	149
ISRAEL	139

4.5 Charges d'exploitation

Le total des charges d'exploitation s'élève à 28 991 K€ en 2024 contre 26 288 K€ en 2023, soit une augmentation de 2 705 K€.

Il se décompose comme suit :

Exprimé en K€	31/12/2024	31/12/2023
Autres achats et charges externes	5 532	5 521
Aides financières	13 875	8 453
Impôts, taxes & versements assimilés	643	616
Salaires et traitements	5 610	5 531
Charges sociales	2 352	2 276
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	458	327
Dotations aux provisions	60	855
Reports en fonds dédiés	279	2 556
Autres charges	182	153
TOTAL	28 991	26 288

5. Autres informations

5.1 Engagements donnés

Néant.

5.2 Engagements reçus

Clause de retour à meilleure fortune dans le cadre de la cession réalisée de sa participation détenue dans la SCI LALANDE, par l'association.

Celle-ci n'a toujours pas trouvé à s'appliquer sur l'exercice écoulé.

Une clause d'intéressement portée sur l'acte de vente du legs Lebhar.

« En cas de mutation de tout ou partie de l'immeuble dans les dix ans suivant l'acte de vente à un prix supérieur au prix stipulé à la présente vente, augmenté des frais et droits afférents à la présente vente, versés par le BENEFICIAIRE et des frais supportés par lui pendant la période de détention (coût des travaux réalisés depuis l'achat, justifié par des factures), le BENEFICIAIRE versera au FONDS SOCIAL JUIF UNIFIE un complément de prix. Ce complément de prix correspondra à la moitié de la plus-value nette réalisée par le bénéficiaire. Le rédacteur de l'acte requerra expressément la publication de ce paragraphe au service de la publicité foncière. »

5.3 Convention de mécénat

Notre association a bénéficié en 2024 de deux conventions de mécénat de compétence pour un montant de 158 K€.

5.4 Effectifs moyens

Le tableau ci-après indique les effectifs moyens par catégorie de salariés en 2024 et 2023

	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
Salariés	Cadres	Non cadres	Total	Cadres	Non cadres	Total
	66	64	130	59	58	117

5.5 Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ la retraite acquises par les salariés présents dans les effectifs de notre association au 31/12/2024 sont estimées à 352 K€.

Cet engagement n'est pas constaté sous la forme de la comptabilisation d'une provision.

Il est seulement indiqué dans l'annexe en engagement hors bilan.

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités sont les suivantes :

- Méthode : IAS19 ;
- Table de mortalité : Table INSEE 2014-2016 ;
- Option choisie : départ volontaire lorsque les salariés pourront bénéficier de la retraite à taux plein ;
- Taux de charges patronales : 58 % ;
- Taux d'actualisation financière : 0.98% ;
- Taux d'évolution des salaires 1 %.

5.6 Rémunération des dirigeants

Tous les membres du Comité directeur et du Bureau exécutif sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

Conformément à l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relatif au volontariat associatif et éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'est élevé à 404 K€.

5.7 Honoraires des commissaires aux comptes

Les comptes annuels sont contrôlés par les cabinets **RBA SA** 5 rue de Prony 75017 Paris et **Lucien Zouary & Associés** 154 Boulevard Haussmann 75008 Paris.

Les honoraires comptabilisés en charges pour exercice 2024 par cabinet sont repris ci-après.

EXERCICE 2023	Honoraires des commissaires aux comptes exprimé en K€
RBA	36
Lucien Zouary et Associés	36
TOTAL	72

5.8 Bénévolat

L'association a démarré en 2023 une étude pour quantifier les heures de bénévolat tant de ses élus que de participation de bénévoles.

Une plateforme numérique a été mise en place et le Comité Directeur à valider les approches d'heures et de valorisation des actions.

Au titre de l'exercice 2024, nous avons validé 4 568 heures pour un montant estimé à 56 K€.

6. Compte de résultat par origine et destination - CROD

Le compte de résultat par origine et destination est présenté selon le modèle du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par le règlement ANC 2020-08.

Le CROD est issu de la reprise des écritures de la comptabilité analytique qui reprend intégralement les écritures comptables générale. De même le total des charges par destination est égal au total des charges du compte de résultat et total des produits par origine à celui des produits du compte de résultat.

Le résultat ressortant du CROD correspond au résultat issu des comptes annuels.

- La colonne 1 présente les produits selon l'origine des charges par destination.
- La colonne 2 présente spécifiquement les produits issus de la générosité du public et leurs emplois par destination. Cette colonne est reprise et sera présentée en page 28.

CROD – Informations chiffrées

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	TOTAL	DONT GENEROSITE DU PUBLIC
PRODUITS PAR ORIGINE				
1- PRODUITS LIES A LA GENEROSITE PUBLIC	17 704 802	19 771 590	15 856 610	15 856 610
1-1 COTISATIONS SANS CONTREPARTIE				
1-2 DONS LEGS MECENAT	17 704 802		15 856 610	
DONS MANUELS	14 413 476	14 413 476	12 519 558	12 519 558
LEGS DONATIONS ASSURANCES-VIES	1 772 109	1 772 109	2 198 554	2 198 554
MECENATS	1 519 217	1 519 217	1 138 498	1 138 498
1-3 AUTRES PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	7 031 504		9 213 706	
2-1 COTISATIONS AVEC CONTREPARTIE	25 080		31 800	
2-2 PARRAINAGE DES ENTREPRISES				
2-3 CONTRIBUTIONS FINANCIERES SANS CONTREPARTIE	5 861 683		6 090 656	
2-4 AUTRES PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE PUBLIC	1 144 741		3 091 250	
3-SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 332 431		1 023 679	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	92 000		466 654	
5-UTILISATIONS DES FONDS PROPRES DEDIES ANTERIEURS	2 371 877	2 066 788	420 362	
TOTAL	28 532 614	19 771 590	26 981 011,00	15 856 610
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES	23 719 677	15 623 223	18 242 595	10 800 527
1-2 REALISEES EN France				
ACTIONS REALISEES PAR L'ORGANISME	15 679 611	7 583 157	15 558 079	8 116 011
SOLIDARITE	6 300 579	2 208 437	6 713 078	3 020 823
JEUNESSE	1 268 260	937 178	1 115 101	1 042 271
EDUCATION	940 419	585 125	1 037 742	997 801
CULTURE	2 546 743	2 134 212	2 164 292	1 737 758
MEDIA	1 553 026	1 134 116	1 545 770	1 096 600
PROTECTION ET PREVENTION DES RISQUES	3 070 583	584 087	2 982 096	220 758
1-3 REALISEES A L'ETRANGER				
ACTIONS A UN ORGANISME CENTRAL OU AUTRES	8 040 066	8 040 066	2 684 516	2 684 516
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2-1 FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC	3 146 457	2 806 026	2 826 081	436 506
2-2 FRAIS DE RECHERCHE D'AUTRES RESSOURCES	485 374	485 374	590 448	590 448
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 174 511	900 773	1 260 739	849 192
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	138 000	60 000	945 500	775 000
5-IMPOTS SUR LES BENEFICES	45 000		-13 224	
6-REPORTS FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	279 400		2 555 747	2 066 789
TOTAL	28 988 420	19 875 396	26 407 886,00	15 518 462
EXCEDENT OU DEFICIT	-455 806	-103 806	573 125	338 148

6.1 Produits par origine

6.1.1 Produits liés à la générosité

Ces produits sont constitués pour l'essentiel des dons manuels, Mécénats, des Legs, donations et assurances vie. Ces montants figurent sur cet état sous la rubrique 1-2 « Dons, legs et mécénat » pour 17 705 K€. Au 31/12/2024 contre 15 856 K€ au 31/12/2023.

Dans ces dons manuels est comprise une aide aux populations israéliennes, à la suite des attentats du 7 octobre 2023 pour un montant de 471 K€, pour 2024.

Les dons collectés sont saisis dans un outil « CRM » (logiciel utilisé pour la gestion des dons). Les legs et donations sont ventilés en prenant en compte la volonté du donateur.

En 2024, le montant du mécénat a été indiqué pour un montant 1 519 K€ contre 1 378 K€ en 2023.

6.1.2 Produits non liés à la générosité.

Ce poste comprend les « Contributions financières » constituées principalement de fonds versés par des fondations et des acteurs privés dans le cadre de l'allocation de ressources pour le financement de programmes réalisés par le FSJU.

Ces montants sont inscrits dans la rubrique « Contributions financières sans contrepartie » pour un montant de 5 862 K€ en 2024 contre 6 091 K€ en 2023.

6.1.3 Autres produits

Ils comprennent :

- Les recettes générées par le secteur média (Ventes de magazines et recettes publicitaires générées par la radio RCJ) pour un montant de 368 K€
- Les participations aux activités et manifestations du FSJU pour un montant de 556 K€.
- Revenus de placements pour un montant de 99 K€
- Revenus des loyers perçus pour un montant de 120 K€
- Ainsi que des produits divers pour un montant de 1 K€.

Ces produits sont considérés entièrement comme non liés à la générosité du public.

6.1.4 Utilisations des fonds dédiés antérieurs

Cette rubrique correspond aux produits comptabilisés sur l'exercice. Elle comprend la réalisation de missions qui figuraient en fonds dédiés à la clôture de l'exercice précédent.

Le montant inscrit à ce titre sous la rubrique « Utilisations des fonds dédiés antérieurs » s'élève à 2 372 K€ dont incluse une reprise de 2 067 K€ aide aux populations israéliennes.

6.2 Charges par destination

Le Fonds Social Juif Unifié a pour but de venir en aide à travers différents programmes tels qu'exposés précédemment.

6.2.1 Définition des missions sociales

Le FSJU agit dans les domaines du social, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et de la vie associative :

- Action sociale, afin de venir au secours des plus vulnérables ;
- Action éducation / jeunesse pour accompagner les jeunes, les éducateurs et former à la pédagogie les enseignants ;
- Action culturelle et identitaire pour promouvoir les liens dans la cité le contact entre les générations au moyen de la radio RCJ et D'AKADEM.
- Protection et prévention des risques

Afin de promouvoir ses objectifs, il s'appuie sur des commissions d'orientation afin qu'ils soient étudiés puis validés par le Comité Directeur.

Ces charges sont affectées de manière analytique lors de la comptabilisation.

6.2.2 Affectation des charges

Les charges sont affectées aux missions par des codes analytiques lors de la comptabilisation.

Chacune des missions sociales comprend les coûts des services du siège en charge de ces activités.

Les dépenses relatives aux missions sociales correspondent aux coûts engagés par l'association pour la réalisation de ses missions.

Ces dépenses comprennent les coûts directement affectables et les coûts non-affectables directement, selon des clés approuvées par les instances.

Ces coûts directement affectables sont des coûts qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée ou si elle s'arrêtait.

L'appréhension des charges relatives aux missions sociales correspond aux coûts engagés par l'association pour mener à bien ses programmes. Ces charges comprennent les coûts directement affectables imputés dès l'enregistrement comptable de l'opération et les coûts non directement affectables répartis selon des clefs de répartition définies par la direction.

6.2.3 Frais d'appel à la générosité du public

Ce poste comprend l'intégralité des coûts engagés pour l'appel aux dons (publipostage, encart presse), le traitement des dons et des reçus fiscaux, la recherche et gestion des legs, donations et assurances vie, la gestion et les frais d'organisation des manifestations.

Lors de l'organisation de ces manifestations, une participation aux frais est perçue. Elle s'élève à 556 K€ pour toute l'année 2024 et est comptabilisée en 2.4 autres produits non liés à la générosité du public.

Si nous minorons ces « PAF » aux coûts des manifestations, les frais de collecte sont alors ramenés à 2 590 K€.

6.2.4 Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement recouvrent l'ensemble des activités supports du FSJU (Administration, Comptabilité, Gestion, Services généraux et Sécurité pour la part non affectée aux missions).

6.2.5 Reports des fonds dédiés de l'exercice

Ce poste reprend les fonds reçus par le FSJU, affectés à la réalisation de missions qui n'ont pas été réalisées, à la clôture de l'exercice. Ils seront repris au cours des exercices suivants, lorsque ces missions seront réalisées.

6.2.6 Autres postes

Les postes « Dotations aux provisions et dépréciations », « Impôts sur les bénéfices » correspondent aux postes du compte de résultat et n'appellent pas de commentaires particuliers.

7. Compte emplois ressources CER

EMPLOIS	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES	15 823 223	10 800 527	1-RESSOURSES LIES A LA GENEROSITE	17 704 802	15 856 610
1.1 Réalisées en France					
Actions réalisées par l'organisme	7 583 157	8 116 011	1.1 Cotisations sans contrepartie		15 856 610
Versements à un organisme central ou d'autres			1-2 Dons, legs et mécénats	17 704 802	12 519 558
Organismes agissant en France			- Dons manuels	14 413 476	2 198 554
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et mécénats	1 772 109	1 138 498
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	1 519 217	
- Versements à d'autres organismes central ou d'autres	8 040 066	2 684 516	1-3 AUTRES PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	
Organismes agissant à l'étranger					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	3 291 400	1 026 954			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	2 806 026	436 506			
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	485 374	590 448			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	900 773	849 192			
TOTAL EMPLOIS	19 815 396	12 676 673	TOTAL RESSOURCES	17 704 802	15 856 610
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS	60 000	775 000	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	0	2 066 786	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTEIEURS	2 066 786	
EXCEDENT DE LA GENEROSITE PUBLIC DE L'EXERCICE	0	338 148	DEFICIT DE LA GENEROSITE PUBLIC DE L'EXERCICE	103 806	
TOTAL	19 875 396	15 856 610	TOTAL	19 875 396	15 856 610

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public.

Montants exprimés en K€

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	3 815	1 679
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	279	2 556
(-) Investissements et (-) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	2 373	420
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	1 721	3 815

Tableau de suivi des ressources reportées liées à la générosité du public

Montants exprimés en K€

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	1 847	1 605
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	1 490	1 204
(-) Investissements et (-) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	1 232	962
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	2 105	1 847

Tableau contributions volontaires en nature**Montants exprimés en K€**

Evaluation des contributions volontaires en nature	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
Réalisées en France	214 141	26 115	Bénévolat	55 747	
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	158 394	26 115
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	0	0	Don en nature	0	0
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX FONCTIONNEMENTS					
Total	214 141	26 115	Total	214 141	26 115

Le CER permet d'assurer le suivi dans le temps de l'emploi des ressources non affectées issues de la générosité du public.

7.1 Emplois

Les emplois comprennent les missions réalisées par le FSJU au titre des actions qu'il mène dans les domaines du social, de la culture et de l'éducation jeunesse.

Les frais de fonctionnement comprennent, quant à eux, les charges liées à la gestion et la gouvernance du FSJU. Cette association étant une institution administrée par un Conseil National souverain dont les membres sont tous bénévoles.

La part du bénévolat n'est pas inscrite dans les comptes présentés ici.

7.2 Affectation des ressources aux emplois

Les programmes réalisés par le FSJU sont financés, par les subventions reçues de l'état, de contributeurs financiers et de ressources issues de la générosité du public.

L'affectation des ressources aux programmes suivant un ordre décrit ci-dessus :

- Subventions et autres concours public
- Générosité du publique dédié
- Fonds privés dédiés
- Générosité du publique non dédié

Si les ressources issues de la générosité du public ne peuvent être utilisées au financement des missions, l'excédent financera d'abord les frais d'appel à la générosité du public, puis les frais de fonctionnement.